

22 avril 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, sur les dynamiques de l'Europe, de la paix, de la modernité et de la liberté, Le Bourget, vendredi 22 avril 1988.

Mesdames, messieurs,

- chers amis,

- Voilà - selon le mot d'un journaliste - voilà la campagne solitaire de François Mitterrand qui se déroule ! De cette solitude-là, je m'accommode assez bien ! Je suis heureux, je dois vous le dire, que vous soyez ici ce soir, si nombreux, et j'ai envie de vous dire merci. Merci, visages amis, visages aimés et visages inconnus qui représentez pour moi cette avancée de la France tout entière rassemblée au Bourget !

- J'éprouve en même temps le besoin de vous dire à quel point il est important pour moi de sentir cette mobilisation, cette ardeur, cette force en mouvement que vous représentez et qui inspire, croyez-le, dans tout notre pays, l'espoir et le sentiment qu'ensemble, oui, nous pouvons faire beaucoup !

- Mais avant d'engager l'exposé que je compte vous faire, en vous demandant de bien vouloir rester silencieux, je voudrais vous dire ceci.

L'autre soir - c'était mardi - nous étions quelque 25000 à Montpellier et je disais à ceux qui m'écoutaient : "Eh bien ! Pendant cette campagne présidentielle, n'oubliez pas, le monde continue de tourner". Je ne pensais pas que ce propos s'appliquerait à un petit bout de territoire, quelque part, où l'on s'affronte, où l'on se frappe, où l'on se tue sous le drapeau de la République française...

- M'entendront-ils là-bas, et les uns et les autres ? M'entendront-ils ? La distance est si grande, et pas seulement celle des milliers de kilomètres, mais la distance est si grande des esprits et des coeurs, la distance est si grande qui sépare des groupes, des collectivités, des voisins, qui sépare des hommes et des femmes que j'ai pour charge, avant tout autre, de protéger !

- Le premier devoir d'un responsable, dans un pays civilisé, c'est de dire à chacun que l'enchaînement de la violence est le pire, quand nul ne peut plus intervenir pour rétablir la paix dans les esprits. Et qu'il faut, dès lors, tant que cela reste possible, quand il est encore temps - et j'adjure tous ceux qui m'entendent, si loin, de considérer qu'il est encore temps - arrêter de toute part ce cycle où périront naturellement une espérance, une chance de vivre en harmonie, une avancée vers le monde qui vient, mais aussi, tout simplement, la vie quotidienne avec ses meurtrissures.

- Il se peut que ma voix aille jusque là-bas. J'avais écrit pour dire : "Attendez ! Attendez ! Difficile d'être patient quand on souffre pour soi et quand on souffre pour les autres... Mais attendez ! Le moment viendra où il sera possible, sans passion excessive, sans sectarisme, sans esprit de système, d'arrêter la marche infernale et de réconcilier".

- J'adresse cet appel ce soir, en disant que la sagesse sera du côté de ceux qui uniront leur voix pour apaiser les colères et les haines. Chacun croit la sienne justifiée, mais qu'on laisse le temps à la République française, d'aborder le temps qui vient pour proposer les chemins qui conviennent.

- Je ne puis supporter, pour ma part, qu'à l'heure où nous parlons, tandis que nous vivons, que

nous nous réjouissons, nous, d'être ensemble, je ne puis supporter ce malheur de nos frères !\nEh oui ! Le monde tourne.

- Là-bas, c'est la guerre entre l'Irak et l'Iran.

- Déjà plus d'un million de morts, combien de destructions, et rien qui apparaisse à l'horizon, rien d'autre que piétiner sur place & continuer... continuer... se tuer et s'entretuer. Et pourquoi ? Sans qu'on n'en sache plus les raisons.\n

Tandis que plus près de nous, à l'autre bout de la Méditerranée, c'est également la haine, la querelle qui l'emportent sur les chances d'accord. Toutes les occasions manquées entre Israël et les pays arabes du voisinage.

- On fêtait il y a si peu - question d'heures - le 40ème anniversaire d'un pays que je me suis réjoui de voir naître, que je suis allé visiter - premier chef d'Etat de la République française à faire ce voyage jusqu'à Jérusalem - et de la tribune de la Knesset, cette assemblée israélienne, j'ai dit aux députés réunis que, s'ils voulaient vivre en paix chez eux, en respectant autrui, à la fois ils devaient - c'était bien leur droit - assurer leur propre sécurité dans des frontières garanties par la société internationale - qui manque souvent à son devoir - mais il convenait aussi de comprendre que tout peuple mérite une patrie et que, dans cette patrie, ce peuple bâtirait les structures de son choix. Pas les nôtres, les leurs !

- Et je me souviens des conversations amicales du soir, où je rencontrais, parmi mes hôtes, tant d'esprits passionnés de justice ! Ils avaient tant souffert eux-mêmes, Ils connaissaient le long itinéraire des peuples égarés à travers la terre, sans jamais pouvoir revenir au foyer. Alors, comprenez les autres, qui souffrent du même mal !

- On dira : c'est un discours, c'est un prêche, mais cela, c'est de la matière politique vivante & cela se passe maintenant, pendant que nous sommes là, et je fais confiance à la qualité des hommes et des peuples dont l'histoire est si riche et dont nous tenons une si large part de notre vraie culture. Je veux leur faire confiance et je leur dis aussi, à partir de cette tribune, devant vous et par vous, je leur dis : c'est votre vie qui se joue, votre vie à vous-mêmes, et c'est votre avenir. Vous ne bâtirez rien sur le règne de la force, et je prendrai le même raisonnement : faudra-t-il qu'à la souffrance réponde toujours une souffrance ? Est-ce la loi ? Est-ce la règle de nos sociétés ? Est-ce que le mot "civilisation" a un sens ou bien n'en a-t-il pas ? Que ceux qui se sentent fiers de la leur s'unissent donc pour apporter ce message là-bas.

- J'ai proposé moi-même, le premier, la réunion d'une conférence internationale. Pourquoi ? Parce que je pensais que non seulement les peuples intéressés, les parties intéressées, mais aussi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité : Etats-Unis d'Amérique, Union soviétique, Grande-Bretagne, France, Chine aussi, avaient la capacité d'intervenir, et surtout, qu'enfin réunis pendant le temps qu'il faudra, les ennemis d'aujourd'hui trouvent langage, qu'au travers des regards et des poignées de mains, ils saisissent enfin le dialogue nécessaire.

- "Vous rêvez", me dira-t-on & "encore une fois, vous rêvez". Mais dites-moi, comment s'est donc finalement fait le monde ? Ou bien autour du règne de la force, et nous avons connu nous-mêmes la loi et nous nous en sommes défaits, ou bien - tout en sachant que c'est bien difficile, qu'il y faut beaucoup de temps, de patience et de persévérance - en cherchant le moment, l'endroit et le moyen où l'on préfère se parler, plutôt que se déchirer.

- Et j'en appelle encore là à la réunion de cette conférence. C'était proche & les Etats-Unis d'Amérique commençaient de fléchir, l'Union soviétique venait d'offrir des propositions, et c'est peut-être pour cela que l'enchaînement a repris & c'est peut-être précisément pour cela que, chaque fois que la paix se rapproche, elle s'éloigne aussitôt, par la volonté de quelques-uns qu'il faudra bien écarter de la scène politique, sans quoi ils voueront leur peuple au malheur !\nAilleurs, bien loin ailleurs, c'est le règne de l'apartheid & c'est un peuple écrasé, celui qui fournit le travail, la main-d'oeuvre et qui, comme les autres, fournit aussi son lot de souffrances quotidiennes avec, en plus, l'interdiction suprême, celle d'espérer.

- Il n'est pas tolérable que nous acceptions ce système. Rien ne doit nous permettre d'accepter un compromis, même si nous pensons qu'au contact de ceux qui luttent, des résistants après tout, du peuple qui vit dans l'oppression, on continue, oui, on continue de regarder du côté de la

France pour guetter le signe qui guérira.\

Enfin, comment oublierais-je qu'en ce moment même, encore, en ce moment même, des Français, depuis des années, arrêtés au-delà de tout droit, subissant la pire torture, l'isolement, l'éloignement des "siens", les tendresses déchirées, la vie qui passe, enfermés là on ne sait où, tandis que s'exerce sur eux une forme de barbarie que je déclare intolérable. Je pense aux otages français et aux autres, retenus aujourd'hui encore à Beyrouth. Et je dis à ceux qui croient qu'ils disposent d'un moyen d'influence qu'ils se trompent. Eux-mêmes sans doute ont leurs espoirs, eux-mêmes ont leur combat & eux-mêmes ont l'idée qu'ils se font de l'homme devant Dieu, de la société inspirée par des préceptes spirituels. Mais alors, est-ce donc là le destin que l'on promet au monde en marche, en quête d'une certitude et d'une croyance ?

- Est-ce là le monde qu'on propose à ceux qui aspirent à croire et à vaincre leur angoisse au travers de trois prisonniers ou de quatre, qu'on martyrise à longueur de journée ?

- Oui, voilà le monde comme il va. Et je ne voulais pas entrer dans le vif de mon propos, qui me ramènera aux événements qui se passent en France, sans vous inciter à réfléchir, à vous unir autour d'objectifs simples, qui sont ceux d'un peuple civilisé et qui considère la paix, le dialogue et le respect de l'homme, le droit de l'homme, comme un élément fondamental de notre République.

- Et puisque nous donnons ici même des conseils, appliquons-les chez nous !\

Oui, mesdames et messieurs, chers amis, tout est action et tout est mouvement. Et la France de 1988 est elle-même placée, en cette fin de siècle, à une certaine croisée des chemins, à un carrefour, où selon les choix, où selon le choix qu'elle fera dans quinze jours, elle ira là où elle ira, en avant ou à reculons... Ou bien elle continuera son histoire, ou bien elle rêvera d'en remonter le cours pour aller je ne sais où et s'y perdre. Et je voudrais ici dessiner les quelques ouvertures, les quelques directions, les quelques dynamiques qui feront penser aux Français que, s'ils le veulent, ils peuvent changer leur société de la manière qui convient, ils peuvent fonder à nouveau la République, celle qui appartient à toute femme et à tout homme de notre communauté, sans exclure personne.

- L'ouverture sur des horizons plus vastes que les nôtres, dans lesquels il s'agit maintenant de s'intégrer, je pense à l'ouverture sur l'Europe. Voilà un chantier qui nous attend. Voilà un chantier sur lequel nous sommes déjà quelques-uns installés. Je parle des plus anciens, dont je suis... on me le rappelle quelquefois, je ne pourrais pas l'oublier ! Peut-être pensent-ils que j'en serais au point où j'aurais oublié ma date de naissance... Eh bien, je m'apprête à rester un long temps avec vous. Ce soir aussi. Et derrière, sur cette tribune, avec ce pupitre, un peu éloigné de vous, je me sens quand même assez bien pour avoir envie de rester. Ne craignez rien, je saurai me discipliner ! Vous n'aurez pas droit aux sept heures de Castro. Fidel, pas le nôtre `Roland`. Vous n'aurez pas droit aux quatorze heures du plenum suprême. Non ! Mais enfin, si l'on se convient, on pourrait bien rester ici pas mal de quarts d'heure. Et ce n'est qu'une entrée en matière, car, encore un peu de patience, et sans aucune présomption, ce n'est pas moi qui décide, c'est 38 millions de Français. Je n'y peux plus rien. Le sort en est jeté, mais je ne le connais pas.

- Alors, je compte bien, là où je suis déjà - permettez que je le rappelle - poursuivre avec vous l'action que nous avons - entreprise il y a maintenant sept ans. D'autres que moi en étaient dignes, et ils le restent.

- Le jeu des circonstances et des chances a fait que je me suis avancé au-devant de la scène avec le sentiment de porter beaucoup plus lourd que moi, des équipes, des amis, une espérance longtemps vécue ensemble, comme une sorte de ... oui, de porteur - je l'ai dit tout à l'heure - porteur d'espérances, afin d'assurer la suite, pour longtemps, non pas pour moi, mes chers amis, mais pour ce en quoi je crois et ce pour quoi luttent tant de ceux qui, depuis des décennies ou depuis moins longtemps, lorsqu'ils ont 20 ans, ont accepté d'imaginer que notre société pouvait être construite autrement qu'elle ne l'est.\

Tout est action et tout est mouvement. Et, devant nous, cette première dynamique, la France ira vers là, s'il ne tient qu'à nous. Elle ira vers l'Europe, non pas parce que l'Europe sera la réponse à tout, non pas parce que nous allons nous dispenser d'efforts, comptant sur les autres pour nous

tout, non pas parce que nous avons nous dispenser d'efforts, comptant sur les autres pour nous mener plus loin. Ce n'est pas une panacée, ce n'est pas un remède universel. Certains pourront aller vers l'Europe et s'y perdre, mais c'est un horizon assez large pour nous.

- Que de fois vous ai-je répété, au risque de lasser : la France est notre patrie. Mais nous l'aimons, notre patrie. Ceux qui, comme moi, l'ont vécue dans les pires moments, pourraient-ils donc s'en séparer ? Nous prenons en compte une histoire de mille ans, même si ceux qui l'on vécue ne la vivent que depuis deux ans. Je ne fais pas de distinction entre les alluvions que l'histoire a déposées sur le sol de la France. Mais nous, les Français, nous irons plus haut, et les onze peuples associés dans la Communauté aussi avec nous, si nous savons fonder, comme c'est décidé et comme cela reste à faire, le grand marché européen de 1992. Encore l'expression ne plaît-elle pas tout à fait car il ne s'agit pas simplement d'un marché. Il s'agit de beaucoup plus, il s'agit d'un continent qui prétend, plus de mille ans après, disposer de sa place au soleil sur la surface de la planète et ne pas laisser dicter par d'autres les voies de son destin.

- J'en appelle à l'Europe. L'Europe dépouillée, l'Europe massacrée dans ses luttes intestines et dans ses guerres civiles, l'Europe de la haine et l'Europe du sang, le siècle du malheur ! l'Europe qui se hait, cette Europe-là est derrière nous & elle est derrière nous parce que quelques hommes et quelques femmes de grande ambition l'on voulu ! Nous avons voulu dépasser, et c'était difficile - nous avons chez nous tant de chagrins et nous pleurons tant de deuils, et c'était difficile - nous avons voulu surmonter, nous avons voulu tenir quittes les générations d'avant, préparer le terrain des générations d'après, et nous avons fondé l'Europe. Cela n'a pas été facile.

- Je suis heureux lorsque je constate, à l'écoute des autres discours énoncés par d'autres candidats, qu'après avoir... cela dépend lesquels, attendez de savoir... ne vous pressez pas trop, on ne saura plus de qui on parle !... D'ailleurs, je n'en dirai pas beaucoup plus, sinon qu'on se sent quand même plus à l'aise quand on a fait l'Europe, pour la célébrer chaque jour, que quand on s'est appliqué à la défaire ! Mais il y a beaucoup de joies, comme pour les autres. Nous ne refusons personne. Il faut bâtir l'Europe : l'Europe agricole, très bien ! L'Europe monétaire, parfait ! L'Europe technologique, c'est encore mieux ! L'Europe de l'espace social, c'est nécessaire ! L'Europe de la sécurité, on ne s'en passera pas ! L'Europe politique, là où les décisions sont prises, là où les décisions commandent le destin de 320 millions d'être humains, ce que nous sommes, nous, les Européens de la Communauté : 320 millions, première puissance commerciale du monde.

- Et si elle le veut, première puissance économique, première puissance financière, première puissance technologique, et si elle le veut, plus encore & d'autant plus qu'à côté de là, il y a l'autre Europe & tout cela coupé en deux après la dernière guerre mondiale. Et il ne faut pas perdre de vue le moment qui viendra, même s'il fallait un siècle - il en faudra moins -, le moment où les cultures, la géographie, l'histoire et la nécessité feront que l'Europe, elle aussi, retrouvera son unité.\

` Suite sur la construction européenne `

- Moi, je ne suis pas jaloux des autres. Quand je me rends en mission officielle, à Washington ou à Moscou, lorsque je rencontre soit M. Gorbatchev, soit M. Reagan, je ne suis pas jaloux. Ce que je veux dire c'est que, quand on approche des foyers de la puissance, on éprouve comme une sorte de regret profond, non pas pour soi, mais pour son peuple, et pour les autres, que les chemins de la paix, les chemins de la guerre, ceux de la prospérité, ou ceux de la détresse, que les lois, les usages, les moeurs, les arts, l'expression parlée, l'expression chantée, viennent d'ailleurs. Je n'en éprouve aucune forme d'éloignement, car je serais bien triste qu'ils ne viennent pas chez nous, pour partager ce que nous sommes. Mais tout naturellement j'ai l'orgueil de la France. Et j'entends bien, avec vous, que par l'Europe, et dans l'Europe, elle franchisse le siècle pour atteindre les temps futurs.

- Voilà une dynamique, voilà une direction. Mais on va me dire : "après tout, cela fait déjà une demi heure que vous parlez, vous n'avez rien dit". Le refrain c'est cela. Le refrain, la ritournelle : "je parle, mais je ne dis rien, j'écris mais je n'écris rien". Et je finirai à cette allure par atteindre le degré zéro de la pensée, où je retrouverai un peu de voisinage ! Eh bien, je vous invite à croire, comme j'y crois, à la dynamique de la paix. Ce mot fait bizarre & on dit : "cela va en Europe, à

peu près, on se querelle bien, mais enfin on ne sort pas les pistolets, ou pire : l'arme atomique". Je crois à la dynamique de la paix, à la condition de remplir les conditions indispensables, et la paix commence par le désarmement. Je crois au désarmement, dès lors que le désarmement ne se dispense pas de la sécurité. La paix a été préservée depuis plus de quarante ans par l'équilibre des forces dans le monde. Elle sera mieux préservée encore par l'équilibre au plus bas niveau possible des forces qui s'opposent.

- Je n'en dirai pas davantage, ce n'est pas l'objet essentiel de mon propos. Mais je vous demande, je souhaite vous retrouver, je souhaite rencontrer votre adhésion lorsque je dis : "c'est cela le chemin qu'il faut prendre, contrôler, savoir ce qu'on fait, ne jamais se démunir de ses moyens, des moyens de sa liberté, de son indépendance, mais en même temps aider, encourager, appuyer, afin que se crée au travers de la terre une chaîne d'espérance et qu'effectivement les Russes et les Américains, qui ont commencé par détruire, ou qui vont commencer par détruire - on l'espère - moins de 10 % de leurs armes atomiques, continuent, persévèrent, aillent plus loin" £ que sur le terrain de l'Europe, les armées et les armes accumulées à la frontière des deux Allemagnes, ou à la frontière de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne de l'Ouest, que ces armes soient mises à la disposition de la négociation. Il n'est pas supportable qu'on désarme de toutes parts, tandis que resterait à nos portes une armée soviétique infiniment plus puissante que les nôtres. Il faut qu'ils le comprennent et je veux parier dans ce sens, en prenant les précautions, mais je n'y croirais plus si, dans les années qui viennent, la négociation que j'ai demandée, à tous ceux que j'ai rencontrés, y compris au Sommet de l'Otan, de l'Alliance atlantique, je n'y croirai plus si dans les deux ans, on se refusait à engager cette négociation.\

Voilà ce que je voulais vous dire, l'Europe et la paix. Ce n'est pas mal ! Et il y a de quoi faire. Prétendre que l'Europe cela ne veut rien dire, alors que nous nous y appliquons, avec tant d'énergie, que nous avons poursuivi la tâche -entreprise par d'autres, avant nous, depuis les premiers temps où des Robert Schuman, des Jean Monnet, des Adenauer, des Gaspéri bâtissaient le rêve, avec un peu de solide, mais sans trop savoir ce qu'il en adviendrait. Le relais a été assuré. Peu à peu, on a créé des institutions, un Marché commun - 1957 le Traité de Rome - les économies associées, imbriquées, un peu plus tard un Parlement, un conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, une direction politique aussi faible soit-elle, mais c'était un pas en avant. Ce qui était accompli par mon prédécesseur - cela n'est pas de mon fait - j'ai approuvé, j'approuve encore. J'ai continué, en demandant l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, non sans luttés encore une fois. J'avais été, je dois dire, un peu embarrassé lorsque j'avais entendu dire par une haute personnalité française, recevant le Roi d'Espagne, que le premier soin qu'on aurait, si on arrivait au pouvoir, ce serait de dénoncer l'accord selon lequel l'Espagne était devenue pleinement européenne.\

Et puis, nous avons continué, j'ai demandé que l'on crée Eurêka. Eurêka, vous savez ce que c'est peut-être. Je ne vais pas m'attarder dans des explications : c'est l'Europe technologique. Au-delà même de la Communauté - la communauté cela fait douze - il y a dix-huit pays de l'Europe qui prennent part à cette construction, les industries les plus avancées, les recherches les plus pointues, tout ce que l'esprit humain né de la science, adapté aux techniques, a été capable d'inventer, de créer, de produire, au cours de ces dernières années, et cela va vite, et cela va loin. Voilà qu'ils sont associés, et que désormais nous sommes en mesure de répondre à toute demande et d'apporter davantage encore que ne le font les plus avancés de la veille, Japon, ou Etats-Unis d'Amérique. Et voilà qu'on nous demande de partout, au-delà des 18, c'est l'Union soviétique, c'est le Japon, c'est l'Argentine, c'est le Brésil, c'est le Canada, qui disent : "nous aussi, nous voulons prendre part".

- Nous avons donné - c'était Laurent Fabius en 1985 - un premier milliard de francs pour amorcer la pompe, c'était déjà un mince filet pour une oeuvre aussi grande, mais c'était le premier geste, il était important. 1986, de ce milliard - premier geste - il ne reste que le tiers, et l'on dit que l'on veut créer l'Europe et bâtir la science européenne et ainsi de suite.

- Ce que je veux dire par là c'est qu'il fallait aussi, d'audace en audace, que chaque génération

politique apporte sa pierre à la construction commune.\

Voilà pourquoi j'ai réussi avec Jacques Delors - oui Jacques Delors qui continue si bien son travail là-bas - et avec Helmut Kohl, non pas à imposer mais à convaincre nos partenaires plutôt réticents, qu'il convenait d'abattre les frontières qui séparaient nos douze pays. Alors, c'est la grande compétition. Oui, que le meilleur gagne, le meilleur n'est pas toujours le même, partout, en même temps. Mais la France, elle, est capable. Elle est capable d'être la meilleure, assez souvent.

- Si nous avons un déficit aujourd'hui, dans la vente de nos produits manufacturés, de nos produits industriels, pour la première fois depuis 1969 - ce sont les Comptes annuels de la nation qui viennent d'être publiés, la semaine dernière, qui nous en informent -, pour la première fois depuis 1969, 11 milliards de déficit industriel, je suis obligé de me souvenir qu'en 1985 nous avons obtenu avec Edith Cresson, et le gouvernement de l'époque, 90 milliards d'excédent. Eh bien, voilà vous pouvez écouter au Bourget. Cela ne va pas être commode pour vous : 320 millions d'habitants, je l'ai dit, plus de frontières, vous allez voir arriver chez nous un tas de gens qui vont prétendre travailler à votre place, et puis il faudra que vous ayez l'ambition et la volonté, et le talent, d'aller chez eux, pour y prendre s'il le faut, leurs propres parts de marché. C'est cela la compétition ! Eh bien moi je suis pour.

- Pourquoi est-ce que je suis pour ?

- Parce que je crois aux vertus de la France, parce qu'il n'y a pas de raison qu'après avoir traversé tant de siècles, subi tant de douleurs, vécu tant d'espérances, la France ne soit pas capable encore, au début du prochain millénaire, d'aborder toutes les concurrences sans avoir peur de soi. Nous avons chez nous assez d'esprits créateurs, assez de force d'invention. J'ai parlé de la science, de la recherche scientifique. Mais, dans le domaine des arts, dans l'expression littéraire et sous toutes les formes plastiques - le mouvement et l'immobilité de ces oeuvres qui font bouger le monde - tout cela est souvent né chez nous. Les plus grands artistes du début du siècle sont venus travailler chez nous. Ils ont très souvent - sans excès de nationalisme, je ne succombe pas à ce péché-là - francisé leurs oeuvres à force d'aimer notre peuple et de vivre avec nous. Et nous sommes capables d'aller ailleurs et de proposer ce que nous sommes capables de créer.

- Voilà pourquoi je crois en l'Europe, parce que je crois en nous. Je crois en nous parce que je crois en vous que je vois là, si nombreux, si fermes dans vos résolutions, si enthousiastes, si volontaires. Qui donc nous arrêterait en chemin ? Je vous pose la question. Prononcez un nom. Qui nous arrêterait en chemin ? Qui d'autre va nous arrêter ? Ah, je vois bien ce que d'autres pourraient répondre, ils ne sont pas ici. Mais, avez-vous assez de voix, mais avez-vous assez de force, mais avez-vous assez de conviction ?

- (L'Assemblée : oui !)

- Oui ou non ?

- C'est pas oui et non, comme on prétend que je le fais. Avoir confiance en soi, ça n'est pas le mauvais orgueil, c'est savoir que nous représentons beaucoup dans les longues lignées des générations. C'est savoir que l'on exprime une culture, une forme de pensée, une force d'expression.\

Je crois à l'Europe parce que je crois en la France, à la condition bien entendu que la France sache elle-même prendre les moyens de sa propre grandeur. Et elle ne le fera pas si elle hésite plus longtemps à se moderniser. Moderniser ses entreprises, moderniser son économie. Ce n'est pas un langage économique que je tiens là, c'est le langage du bon sens parce que cela commence dès le début. Ça n'est pas la peine d'avoir reçu de grandes leçons d'économie pour comprendre. Au petit garçon ou à la petite fille qui met le premier pas à l'école maternelle, c'est au pays tout entier qu'il appartient de leur donner l'égalité des chances.

- C'est au pays tout entier qu'il appartient d'offrir jusqu'au terme normal, l'école et d'offrir la voie jusqu'à l'université si on le veut. Sans obstacle nouveau, inutile. Que veut et que peut un adolescent de 16 ans ou de 18 ans ? Beaucoup le savent. Tant mieux pour eux. Moi, je ne le savais pas. Sans doute me direz-vous, c'est difficile de pressentir qu'on sera beaucoup plus tard  
Président de la République. Mais ce n'est pas à cela que je pense

Président de la République. Mais ça n'est pas à cela que je pense.

- On m'avait dit : "choisissez votre voie tout de suite, passez votre bac". Figurez-vous que je l'ai passé, non sans mal le bac. Il est là devant vous. Eh bien juste après, alors que vous vous apprêtiez déjà à entrer, si content de sortir de tant d'années de bachotage, dans un collège fermé de province, si content d'avoir la liberté devant soi, la liberté de Paris, des rues, des promenades, l'enchantement des conversations, et puis et bien non, il y en a un autre examen qu'on vous propose : c'est bien ce qu'on vous a fait à vous, les plus jeunes, en 1986 ?

- Je vais vous dire tout de suite, car ça n'est pas désagréable les mouvements divers : moi je ne suis pas du tout contre la sélection. Qu'est-ce que j'ai dit là ! Eh bien je ne suis pas contre la sélection dès lors que c'est une vraie sélection. C'est-à-dire que les jeunes qui accèdent à l'université doivent pouvoir y accéder selon le terme du contrat qu'ils ont connu quand ils avaient 10, 12, 15 ans.

- Ils doivent pouvoir aller dans les universités sans avoir à saigner à blanc les parents et sans qu'on leur demande trop cher, sans qu'il y ait des jeunes qui soient, comment dirais-je, "affectés de naissance", parce que pauvres à la naissance, et aller vers les universités les plus pauvres, tandis que l'on irait, dans d'autres conditions, vers les universités plus nobles. Oui, il y a des évaluations, des excellences. C'est moi-même qui ai demandé à Laurent Schwartz que j'ai rencontré hier, de s'attaquer à ce problème. Mais au moins que la liberté de choix soit donnée et à chacun des enfants de notre pays.\

Alors la formation, la formation qui devra déboucher plus tard sur un métier. Il faut que le passage soit aisé entre l'université et l'entreprise ou le métier, ou la profession libérale, celle qu'on choisit. Pour cela, il faut y être préparé. Il faut donc pouvoir y passer du temps. Voilà pourquoi j'ai proposé - et c'est le chiffre principal énoncé dans le projet que je vous ai adressé sans qu'il vous soit toujours parvenu - 15 milliards pour l'éducation nationale d'ici 1992. 15 milliards sur 4 ans, ça n'est pas la mer à boire !

- 15 milliards qui permettront de revaloriser la condition des enseignants, qui permettront de moderniser des équipements le plus souvent vétustes, sinon même dérisoires, de la plus modeste salle de classe jusqu'au laboratoire, qui permettront surtout de diversifier les enseignements de telle sorte que les filles et les garçons et surtout les filles, trop oubliées, puissent être formées aux métiers qu'elles feront, plus que d'être formées pour les métiers qu'elles ne feront pas puisqu'on les destine à l'avance toute leur vie à ramer, à être sous-payées, sous-qualifiées, ce qui fera d'elles les premières chômeuses quand on aura besoin de débarrasser l'entreprise de personnel qu'on juge gênant. Eh oui, par la formation et par la recherche, parce que sans recherche, on n'aura rien.

- Oh, je connais déjà les petits traquenards qu'on me tend. On me dit : comment est-ce que vous paierez vos 15 milliards ? A voir comment dans une campagne électorale sont promis autant de milliards pour faire je ne sais quoi, je pense qu'il doit être possible, après un examen sérieux - mais ces promesses ne viennent pas de moi - de s'arranger avec un budget qui compte tout de même des centaines de milliards.

- On va me dire : "alors, vous allez prendre cela sur nos forces militaires ?" Je ne dis pas cela. Je dis tout simplement qu'il n'y a pas de budget tabou. Le futur gouvernement agira sérieusement. Il saura que la priorité des priorités pour la France, croyez-moi, c'est l'éducation nationale, c'est la formation des jeunes, c'est l'enseignement professionnel, c'est la diversification des techniques. Et quand vous aurez un instrument industriel, enfin moderne, il faudra bien des hommes et des femmes pour tenir l'instrument.

- S'ils ne sont pas formés, ce que d'autres appellent la "ressource humaine" `Samuel Pïsar`, si cette ressource-là nous manque, comment trouverions-nous les autres ? Tout commence par là.\ Encore un sujet rebattu. J'en parle souvent et je ne dis rien, mais j'ajoute qu'il paraît que je ne dis rien parce que je parle comme les autres. On dit tous la même chose. Donc ils ne disent rien. Mais non, naturellement, le mot "recherche" on le trouve dans le dictionnaire et je ne vais pas dire qu'ils étaient illettrés. Le mot formation, idem. Et là, je me hasarde. L'industrie, l'économie, c'est connu, cela remplit la bouche de certains. Ils ne pensent qu'à cela. Il faut y penser aussi mais cela n'est pas la réponse à tout. Alors on dit la même chose, oui seulement voilà, on ne fait

pas la même chose.

- Moi je dis : il faut développer la recherche et j'en discutais hier, avec trente de nos plus grands savants chercheurs. Je dis : "il faut développer la recherche donc il faut la financer. Nous l'avons portée plus haut que jamais dans l'histoire de la République, comme nous l'avons fait avec les crédits de la culture. Le premier soin de ceux qui ont assumé la responsabilité du pouvoir en 1986, leur premier soin, cela a été de supprimer les crédits en question. Je lisais avec intérêt le livre récemment publié par l'ancien ministre de l'enseignement supérieur `Alain Devaquet` qui avait l'audace de dire sa vérité, mais sur ce point-là aussi, la vérité ... à savoir qu'il avait été effaré de constater qu'on lui demandait, pour commencer sa mission, la suppression des crédits dont il avait besoin pour assurer la formation, la recherche et le développement de sa propre responsabilité dans l'enseignement supérieur.\

Voilà, quand vous aurez à la fois modernisé l'instrument, et quand vous aurez formé les femmes et les hommes capables de tenir l'instrument, vous pourrez commencer à parler de modernisation des entreprises françaises et une dynamique sera créée. Ce sera la dynamique de la modernité. Et, après la dynamique de l'Europe, la dynamique de la paix que vous créerez et que nous créerons ensemble, voilà la troisième voie qui s'ouvre devant nous : la dynamique de la modernité.

- Nous pourrions supporter toutes les comparaisons, aller enfin vers la croissance qui commencera à être une réponse, sans être la réponse tout entière, au tragique problème du chômage.

- Il faudra prévoir que les investissements de toute entreprise bénéficiaire - investissements faits chez soi, avec ses propres bénéfices - pour produire de nouvelles richesses, pour moderniser son équipement, devront bénéficier d'avantages fiscaux, d'exemptions, de crédits. Enfin, il faudra s'y décider car formation, recherche, investissements, j'ajouterai connaissance des langues étrangères, tout cela réuni, permettra enfin à nos entreprises de gagner la compétition.

- Evidemment, les auspices paraissent difficiles, si j'en juge par le dernier chiffre qui vient d'être publié : celui du commerce extérieur et qui, comme je vous le disais tout à l'heure, a battu le record de déficit depuis 1969, ou plutôt pour la première fois, nous sommes plongés dans le déficit, mais je vous ai déjà dit cela. Ce que je puis ajouter c'est que le même rapport officiel indique qu'en dépit de l'excédent agro-alimentaire - de ce côté là, on a bien travaillé - et la réduction du déficit énergétique - façon savante de parler du moindre prix du pétrole - vous savez combien il coûte en moins le pétrole depuis deux ans par -rapport à ce que nous, gouvernement, avons dû faire dans les années précédentes : 100 milliards de moins ... eh bien avec 100 milliards de moins, ils ont du déficit en plus. Ce que nous n'avions pas.

- Mais cela, on nous croirait peut-être trop engagés bien que je m'efforce d'être impartial, simplement le rapport en question - les comptes annuels de la Nation - constate que cet excédent agro-alimentaire et cette réduction du déficit pétrolier ne compensent plus la détérioration de nos échanges industriels. Eh bien, ça commence mal. Alors il faut corriger. Pour corriger, il y a un moyen à portée de la main. Et puis, ça n'est pas aux calendes grecques... c'est dans 15 jours.\

Mais je vous pose une autre question : croyez-vous que nous réussirons à prendre notre place dans l'économie de l'Europe et du monde, si nous n'avons pas, en plus de la modernisation de nos propres entreprises, réussi à accroître la solidarité nationale autour de la cohésion sociale ?

- Croyez-vous que si les hommes et les femmes de France ne se sentent pas pleinement engagés, intéressés, par tous les pores, à l'aventure passionnante à laquelle ils sont conviés : conquérir pacifiquement son intelligence, son travail, son talent, conquérir les marchés, croyez-vous que cela soit possible si au stade de l'entreprise, on ne parvient pas à engager le dialogue, à organiser le partage, le partage des responsabilités, et le partage aussi des profits ?

- Voilà pourquoi je considère que les lois Auroux, qui signifient qu'à l'intérieur de chaque entreprise, il est désormais possible d'entamer le dialogue entre partenaires sociaux pour discuter des conditions de travail, de l'aménagement du temps de travail, de la formation des travailleurs, et particulièrement des comités d'entreprise, à la science des bilans, à la connaissance économique, à la perception de ce vers quoi se dirige l'entreprise dont ils sont l'esprit et la chair, étaient bonnes.

- Croyez-vous qu'il soit possible de conduire une nation, quelque corps que ce soit, si ceux qui travaillent, qui apportent leur temps, leur peine, leur vie, n'ont pas l'esprit comme éveillé à la fois par l'intelligence des choses et le maniement des mécaniques, si on ne les consulte pas sur les technologies qu'ils auront bientôt à maîtriser eux-mêmes ?

- Il y a là un immense chantier de libération, un espace nouveau de liberté, parce qu'un gouvernement - c'était le gouvernement de Pierre Mauroy - a pris l'initiative de relancer la politique contractuelle, de relancer la politique sociale en partant de la base. Quoi, cela fait longtemps, bientôt près de deux siècles, que l'on a vu ces foules errantes, ces masses souffrantes arrachées à la misère paysanne pour aller sur le carreau des mines, devant les fours incandescents, sans formation, sans droits, ni au salaire, ni au travail, ni au repos, ni à l'instruction, ni pour l'enfant de moins de dix ans à travailler moins de 14 heures par jour dans le fond de la mine, ni pour la femme qui attend un enfant, de partir du bureau, de l'atelier, de l'usine plus de trois jours. Il a fallu trente ans, quarante ans, cinquante ans ! Il a fallu plus encore pour parvenir à la naissance de l'école publique réservée aux enfants de l'école primaire, et chaque fois que l'on s'engageait dans cette voie, toujours des familles étaient vouées à vivre sans jamais voir le bout du tunnel, sans jamais apercevoir un peu de bleu au bout de leur propre vie ou de celle de leurs enfants ! On s'étonnait de leur révolte, on s'étonnait des mots de guerre sociale.

- Nous n'en sommes pas partisans. Nous travaillons, nous avons tant travaillé pour que s'établisse cette paix nécessaire, mais à la condition que chacun voie son droit respecté et que ce ne soit pas non plus toujours les mêmes qui, à travers le temps, de génération en génération, soient destinés à fournir l'effort matériel, tandis que la richesse produite serait confisquée par quelques privilégiés. Cela n'est pas possible.

- C'est la démarche que j'entreprends avec d'autres, après tant d'autres. Des voix plus éloquentes, - je pense à Jean Jaurès - en on dit bien davantage et de façon plus convaincante de telle sorte que moi, je crois à la dynamique de la solidarité nationale, ce qui veut dire aussi la dynamique de l'égalité et de la justice sociale.\

Il n'y a pas de véritable égalité des chances. Il n'y a pas de véritable égalité dans le monde professionnel entre l'homme et la femme, la femme qui travaille chez elle et qui travaille à l'extérieur. Les statisticiens, toujours nos maîtres à penser, nous disent - et à mon avis ils visent trop bas - qu'elles travaillent au total 60 heures par semaine, et c'est en réalité beaucoup plus. A qualification égale, elles perçoivent un salaire de 15 % inférieur au salaire de leurs camarades hommes. On ne leur promet pas le même avenir, toujours à qualification égale. Lorsqu'il s'agira des grands postes, on préférera toujours l'homme ou presque toujours, pas toujours. Mais quand on désigne une femme, cela m'est arrivé, on en parle ensuite pendant quinze ans ! On en fait un exploit ! Moi, j'ai fait quelques exploits de ce genre, mais j'ai appris à ne pas m'en vanter. Car ce qui est important, c'est que ce ne soit pas toutes les filles et toutes les femmes de France qui n'aient pour destination principale de fournir les trois quarts des smicards de France ou d'être les premiers chômeurs parce que, comme elles sont moins formées, comme elles sont moins payées, parce qu'elles sont les premières licenciées, elles seront donc les chômeurs ou les chômeuses de longue durée qui recevront les allocations les plus faibles puisque celles-ci sont indexées sur l'ancien salaire ou l'ancien traitement. Alors quoi, plus de la moitié de la population française, surtout si elle émerge des milieux de la pauvreté ou des milieux ouvriers, des milieux paysans, serait donc destinée à vivre comme cela ? Et nous oserions employer un langage d'égalité, de liberté ? Mais nous nous mentirions à nous-mêmes ! Et, interrogeons-nous : est-ce que nous avons fait nous-mêmes tout ce qu'il fallait pour cela ? C'est la société tout entière qui résiste encore à l'appel de la justice, qui hésite encore à restituer leurs droits aux femmes dont je vous parle.\

Alors, on me parle des familles. Mais, bien entendu, vivent les familles ! Je sors d'une famille très nombreuse et j'y ai puisé le meilleur des enseignements à une époque où il n'y avait pas d'allocations familiales et dans un milieu moyen où il n'y avait d'aide nulle part. Je sais ce que cela représente. C'est pourquoi la première mesure que j'ai demandée à Pierre Mauroy, à peine était-il installé dans sa nouvelle responsabilité, si difficile et si courageusement remplie, a été d'augmenter les allocations familiales. Elles ont été augmentées, comme le SMIC, de 50 % dans

à augmenter les allocations familiales. Elles ont été augmentées, comme le SMIC, de 50 % dans l'année en deux fois : comme a été augmenté le revenu des personnes âgées avec le minimum vieillesse £ comme ont été augmentées les allocations d'handicapés : 40 % également en deux fois.

- Et lorsqu'on me dit, sur un ton de reproche ici ou là, même dans les conversations amicales : "tout de même, vous avez perdu du temps en 1981, 1982, avant de retrouver la raison en 1983, vous n'auriez pas dû tant dépenser". Mais comment imaginer autre chose ? Depuis cinquante ans, depuis un demi-siècle, on m'attendait. Depuis le gouvernement du Front populaire les expériences s'étaient accumulées "justice", "justice" réclamaient des millions et des millions de Français, "justice", "le pain", "la paix", "la liberté". Cinquante ans ! Et, comme nous étions nous-mêmes, en 1981, au cour d'une crise mondiale qui n'était pas près de cesser, nous avons dû mesurer, contre nos sentiments, contre nos convictions, ce que nous avons fait. Mais, irait-on jusqu'à nous dire que nous avons eu tort de songer d'abord à compenser la peine, à rétablir le pouvoir d'achat minimum de ceux qui représentent le meilleur du pays ? Allions-nous hésiter ? Nous l'avons fait et nous avons mis le temps qu'il fallait, mais très vite, pour, en effet, permettre, avec cette politique sociale nécessairement coûteuse, une politique économique qui nous a permis, au terme de la législature, de ramener l'inflation que nous avons trouvée à près de 14 %, à moins de 3 %. Nous avons pu assimiler les dépenses sociales indispensables mais lourdes, nous avons pu les assimiler à notre économie, tout en rendant cette économie finalement plus prospère. Ce n'est pas une affaire de génie, mais une affaire d'application, je crois, d'assiduité au travail, de dévouement à la cause publique. D'autres que nous auraient su le faire. D'autres que nous auraient pu le faire. Je répète devant tous les publics, nous ne sommes pas détenteurs de la vérité absolue. La vérité, généralement, elle est coupée en morceaux, un peu partout. Pour en réunir les bouts, il faut du temps et il faut prendre dans les trésors de chaque famille politique française, ceux qui servent notre démocratie.\

Alors, il faut l'admettre, il y a des gens capables, il y a des gens sérieux, il y a des gens honnêtes dans les rangs qui nous combattent. Nous ne devons pas admettre de considérer que nous qui protestons, nous remplissons tous les contrats de la vertu, sans jamais y porter le moindre coup de canif ! Il faut donc admettre que c'est en ouvrant nos perspectives, tout en restant fidèles à nous-mêmes - je l'ai dit ce soir à la télévision, avant que vous ne vous réunissiez, vous ne m'avez pas entendu... d'ailleurs, moi, je n'écoute jamais non plus... - je suis socialiste, vous le savez bien, et je reste fidèle. Ce modeste aveu ne mérite pas tant d'acclamations ! Je reste fidèle aux choix fondamentaux qu'implique ma conviction, mais j'entends assumer ma responsabilité dans la ligne de ces convictions, sans refuser qui que ce soit qui choisirait comme moi la voie de l'Europe et la voie de la paix, et la voie de la modernité et la voie de la solidarité et la voie de l'égalité, de la justice sociale. Alors, si vous voulez cela, venez tous !...

- Si vous refusez toute sorte d'exclusion, si vous ne voulez pas des privilèges, si vous voulez que la solidarité nationale s'exerce devant la vieillesse, devant l'accident, devant la maladie, devant la mort, si vous voulez que cette égalité profonde entre les membres d'une même communauté nationale s'exerce pleinement, si vous voulez cela, alors vous êtes des nôtres, et si vous n'êtes pas des nôtres, alors nous pouvons prendre la même direction.

- L'Europe, la paix, la modernité, la solidarité, l'égalité, la justice sociale, la protection assurée à ceux qui souffrent plus, le refus d'exclure qui que ce soit, la volonté d'être avec les autres, sur notre sol, tout cela compose un pays où ceux qui voudront bien y vivre, avec nous, seront les bienvenus, sans qu'on leur demande une carte de parti, une adhésion particulière. Simplement, c'est la route à prendre et la chance de se retrouver.

- Il ne faudra pas, à partir du 8 mai, laisser échapper cette chance !\

Mesdames et messieurs, chers amis, je voulais vous dire aussi que je croyais - c'est le dernier point - à la dynamique de la liberté.

- Cela fait longtemps qu'on l'a, la liberté ! On l'a inscrite dans nos textes en 1789, cela va faire deux cents ans. On va la célébrer, plus ou moins bien, c'est selon ! On ira peut-être, quand même, jusqu'à La Fayette, peut-être bien, Camille Desmoulins, la feuille de marronnier au chapeau, et on s'empressera d'oublier le reste !

- Mais non, notre Histoire, elle a connu sa renaissance - non pas sa naissance, certes - mais sa renaissance dans ces années dures, où la liberté a servi de prétexte mais a surtout servi d'oriflamme aux plus nobles des espérances.

- Je crois à la dynamique des libertés, à condition de bien comprendre qu'aux libertés individuelles proclamées en 1789, dans la fameuse déclaration, se sont ajoutées depuis lors, tout le long du 19<sup>ème</sup> siècle et du 20<sup>ème</sup>, les libertés collectives, les libertés sociales, arrachées l'une après l'autre, jusqu'au droit à la sécurité, à celui qui veut que les Français participent à l'effort national, chacun selon ses moyens, mais aussi reçoivent chacun selon ses besoins. C'est cela, le principe même de la solidarité nationale, et c'est facteur de liberté.

- Mais voilà, la liberté - on peut le dire pour une famille - oui, la liberté, cela veut dire avoir la liberté de choix. Travailler à l'extérieur, travailler chez soi, faire les deux, mais choisir soi-même, et donc en avoir le moyen, et le moyen financier.\

Les libertés ! Où y a-t-il à conquérir des libertés nouvelles ? Mais, un peu partout ! Lorsque nous avons décidé de la loi de décentralisation, nous avons transféré les pouvoirs de décision de l'Etat, l'Etat centre de tout depuis plusieurs siècles. On ne sait plus très bien quand cela a commencé ? Avec Philippe-Auguste, avec Louis XI, avec Colbert, avec les Jacobins, avec Bonaparte ! Ne craignez rien, ils l'ont tous fait, ils ont centralisé, et ils ont bien fait : ils ont bâti la France. Mais voilà, le temps a passé, il est arrivé le moment où la planète s'est rétrécie, la France aussi, où les moyens de communication se sont multipliés, et le peuple formé aux éducations nouvelles, avec l'école laïque de 1881, l'enseignement de notre langue un peu partout, la culture répandue - je l'espère quand même, dans le respect des cultures minoritaires, car j'y tiens tout autant, mais enfin, c'est une observation au passage - ce peuple-là, le nôtre, a pu grâce à la loi de décentralisation commencer d'apprendre un nouveau rôle.

- Ce n'était pas absolument indispensable que ce soit un fonctionnaire, avec casquette, dorure sur la veste, qui vienne se substituer, comme cela, impérativement, en transmettant ses ordres ou ses consignes, au maire qui tordait fièvreusement le bord de son chapeau, par timidité extrême. Eh bien, le maire en question, qui connaissait et qui connaît sa commune, ses voisins, et le reste, il en savait bien tout autant que n'importe quel personnage de haut vol, venu de nos grandes écoles ! C'est ce que nous avons fait, nous n'avons pas eu tort. Je ne suis pas contre les grandes écoles à condition que leurs produits - j'en vois quelques-uns devant moi - sachent rester où ils doivent rester.

- Il y a encore d'autres espaces de liberté à conquérir, cela ne doit pas s'arrêter à l'administration. Croyez-moi, lorsqu'on proteste contre le dirigisme, le dirigisme ce n'est pas une production récente, cela ne date pas de 1981. Avec la décentralisation, on a plutôt montré le contraire. Le dirigisme, c'est le produit de la société dirigeante du siècle dernier, qui a élevé ses fils et ses filles - surtout ses fils - afin de diriger la France de telle sorte que tout a été décidé par cette élite - sélectionnée entre toutes les sélections - à laquelle n'avaient pas beaucoup accès les autres catégories sociales, et qui a inventé le contrôle des changes, le contrôle des prix, les tracasseries administratives, le secret professionnel, jusqu'au secret d'Etat ! Voilà la production de ces sociétés dirigeantes qui, aujourd'hui, se prétendent libérales !\

Ne perdez pas votre temps et attendez de ce libéralisme qu'il se reproduise d'ici peu, dès qu'il se sera défait - s'il se défait, cela vous regarde - des concurrences comme la nôtre. Ne craignez rien - ce dirigisme qui sera à notre porte à partir - hypothèse, sinon absurde, du moins peu plausible - du 9 mai !

- Tenez, l'affaire des "noyaux durs" ! Les "noyaux durs", vous savez ce que c'est que les "noyaux durs" ? C'est un drôle de nom, hein, "noyaux durs" ! Eh bien ! Je vous prie de croire que ce sont des noyaux, et qui sont durs. Ils ont été choisis souverainement, au nom du libéralisme, souverainement par je ne sais pas, moi un ministre, je suppose, à moins que ce ne soit le ministre qui ait été choisi par eux. Enfin, je ne sais pas, c'est l'histoire de l'oeuf et de la poule, on n'en finira jamais. Est-ce l'oeuf ? Est-ce la poule ? Est-ce le ministre ? Est-ce les "noyaux durs" ? Je laisse ce rébus à la disposition de la presse quotidienne pour demain matin !

- Mais cela veut dire quoi ?

- On appelait cela "Les 200 Familles" en 1936. Oh ! Je ne vais pas sortir les vieilles lunes, pas du tout. Cela s'est modernisé, c'est vrai : ils ne sont pas 200, ils sont beaucoup moins. Parce que 200, il faudrait quand même pas mal partager ! Ils sont beaucoup moins. Mais ils se sont pratiquement rendus maîtres de tous les lieux où se font l'économie, la production de l'argent, le pouvoir - le pouvoir tel qu'ils le conçoivent, mixture entre l'argent et le pouvoir politique - le cas échéant le pouvoir sur les consciences par tous les moyens dérivés dont ils disposent.

- Eh bien ! Je dis que cela a été une mauvaise action et c'est pourquoi je pense que, dans une démocratie sérieuse, il faudra bien qu'un jour - un jour ou l'autre - on sache de nouveau mettre à la raison ceux qui se croient les nouveaux maîtres !\

Et puis, j'aborde un chapitre un peu plus délicat, celui de la radio et de la télévision.

Heureusement - heureusement, chers amis ! - que nous avons, dans les grandes chaînes de télévision - vraiment, je le dis en conscience - assez de journalistes qui aiment leur métier, qui le respectent, sans quoi ce serait déjà fini.

- Mais là où cela échappe à nos regards ! Tenez prenez quelque chose que vous ne connaissez peut-être pas : une radio et une télévision qui travaillent outre-mer. Je veux mesurer mes termes, mais je serai aux Antilles lundi après-midi et je vérifierai sur place. J'ai déjà vu cela à la Réunion. Mais ceux qui y vivent tous les jours de leur vie, eux alors, ils savent bien !

- Un orateur récemment a dit : "Radio France Outre-mer, c'est Radio-Pinochet ! " Ce n'était pas poli, mais c'était assez vrai ! Il aurait pu dire aussi bien Radio-Ceausescu, et ç'aurait été également assez vrai ! On ne passe pas, on ne traverse pas, là-bas ! Tout est contrôlé ! C'est-à-dire que, comme c'est loin de la métropole, comme cela échappe à l'observation, alors on retrouve sa vraie -nature. Et, vraiment, j'espère que l'on sera en mesure de corriger cette grave déviation, sans quoi elle risquerait d'être contagieuse en retour. Par politesse, ou par discrétion, je n'exempterai pas - mais sans le dire - tel poste national qui, parce qu'il sue l'ennui, nous a permis de l'oublier, mais qui déverse chaque jour des doses de propagande dont on rougirait dans un pays démocratique si l'on n'avait pas perdu le sens de la honte !\

Alors, il y a un organisme `CNCL` chargé de mettre tout cela - comment dirais-je ? - en mesure. Bon ! Vous avez compris ? Alors, j'arrête là ! je ne veux pas trop me répéter, on croirait que je fais une phobie ! Pas du tout. Simplement, voilà ce que je pense. Je pense que, lorsqu'on est soi-même magistrat, lorsqu'on vous confère une magistrature supplémentaire, celle de protéger la liberté d'expression, le pluralisme, la transparence, lorsqu'on prétend remplir un devoir supérieur dans le souci de la République, pour la protection des consciences, que doit-on penser de ceux qui sont venus là pour manquer aussitôt à ce devoir élémentaire ?

- J'ai proposé que la future institution ne soit plus désormais livrée au hasard de la loi et aux passions partisans, mais qu'elle soit inscrite dans la Constitution, ce qui serait plus difficile à défaire, et composée enfin de professionnels, de gens dont c'est le métier, car moi, je suppose toujours que celui qui choisit - un jeune homme, une jeune femme - ce beau métier, il le fait en y apportant toute la foi de sa conscience. On ne peut pas démarrer dans la vie sans vouloir servir de grandes causes et, si la vie est difficile, si on s'accroche au passage, si on se défait un peu, il n'en reste pas moins que cette foi-là, elle est celle de tout journaliste digne de ce nom ! Alors, c'est parmi ceux-là qu'il faut choisir. Il faut leur conférer cette dignité supplémentaire d'avoir à apprécier ce qui sert la liberté, ou bien ce qui lui nuit. A partir de là, nous cesserons d'en parler. Cela commence à être fatigant ! Avant, c'était le pouvoir - jusqu'à une époque récente - ensuite, cela a été des institutions transitoires. Bon, très bien ! Tirons un trait, faisons quelque chose de solide et de durable, créons un Conseil supérieur de l'audiovisuel et laissons les professionnels vivre leur vie, sans qu'on s'occupe d'eux, leur devoir étant inscrit dans leur esprit, dans leur méthode et dans la longue ligne de la civilisation des libertés que je célébrais il y a un instant.\

Mesdames et messieurs, chers amis, je vais passer, mais je reviens encore un bref instant - pas pour longtemps - sur cette sorte de refrain que j'ai déjà entonné deux fois : mais après tout, tout ce que je dis là - sauf quand j'entre dans les précisions, bien entendu - tout le monde le dit ! Tout le monde nous dit "la liberté". Cela fleurit sur toutes les lèvres. La liberté de la conscience, la liberté d'expression, la liberté de communication. Personne ne se laisse distancer dans ce combat

verbal.

- On aime la culture, oui, mais il y en a qui votent des crédits et il y en a qui les suppriment.

- On aime les jeunes. On adore la jeunesse. Ne vous en faites pas, on adore la jeunesse ! Enfin, on vous aime, oui, de tous les côtés à la fois.

- Et puis, on adore la musique. On aime beaucoup la musique. Mais heureusement, n'est-ce pas, Catherine Lara et quelques autres, on aime la musique ? Alors, pour ceux qui aiment les jeunes et ceux qui aiment la musique, on crée une chaîne musicale. Et les autres, qui aiment encore plus la jeunesse et encore plus la musique, ils suppriment la chaîne musicale !

- Nous disons la même chose & nous ne faisons pas la même chose. Il en va de même de la liberté, de la liberté dans tous ses états.\

Et j'aborde ma conclusion, parce qu'il faut bien finir. Moi, je me plirais - je l'ai dit pour commencer - plutôt avec vous, et, si je me laissais aller, j'aurais l'impression de n'en être encore qu'au préambule. C'est vrai que c'est dans deux jours, après tout. C'est dans deux jours que cela commence. Alors, j'ai quand même un petit peu besoin de vous. Vous en avez fait beaucoup. Il reste un peu de temps pour en faire davantage, et, comme on dit que mes deux jours pourraient en compter quinze de plus... Merci, merci, merci ! S'il suffisait de le dire, nous prendrions quand même quelques risques ! Je reprends mon refrain de tout à l'heure. Vous dites : "on va gagner ". Vous avez raison de le dire & il faut aussi le faire. Figurez-vous que votre "On va gagner" me rappelle les stades de football, et ça évoque tout d'un coup dans ma tête - je ne sais pourquoi, par association d'idée, sans aucune malignité - que nous aurons peut-être la chance d'avoir, en 1998, la coupe du monde du football. Il y en a qui parlent pour ne rien dire, je les connais, mais il y en a qui disent toujours quelque chose en parlant. Il y en a qui sont précis & les autres sont flous. Et c'est vrai, reconnaissez, de vous à moi, que la coupe du monde de football en France, c'est précis. La coupe du monde de football en France en 1998, c'est précis. Mais là où commence le flou, c'est qu'on ne nous a pas encore dit qui était le vainqueur ! Comme quoi il est vraiment difficile...

- Et je vous dis cela avec bonne humeur. Je me suis refusé, depuis le début de cette campagne, comme je le fais ordinairement, je me suis refusé à toute polémique de caractère personnel, je veux dire qui s'en prend aux personnes. Je n'ai pas cherché à savoir quelle était la longueur du nez, quel était le timbre de la voix, quelle était la hauteur de la stature, quel était... quel était... etc... Tout cela serait misérable ! Comme je l'ai dit déjà dans d'autres salles, j'aime respecter mes adversaires. Je ne suivrai donc personne, ni maintenant, ni la semaine prochaine, ni celle d'après, je ne suivrai personne sur ce terrain-là, où l'on a tant essayé de m'entraîner, et, donc, cette rapide anecdote, rapportée comme je l'ai dit il y a un instant par une association d'idée, s'arrête là. Dans deux jours exactement, on écouterait, vous écouteriez les résultats. Moi, je serai sans doute encore sur la route entre Château-Chinon et Paris & c'est pour ça que je vous dis que vous écouteriez sans doute.\

Mais on sait déjà quelque chose, c'est que le candidat que je suis, c'est-à-dire votre candidat, du moins je l'imagine, sera présent au deuxième tour.

- Vous n'êtes pas les seuls à le croire, puisque j'ai déjà reçu une invitation pour me rendre à la convocation d'un débat à la française entre les deux tours du scrutin. Eh oui ! D'abord, j'ai entendu une voix qui disait : Voilà, il y aura un débat public des deux finalistes. On reste toujours dans les comparaisons sportives. Il y aura un débat public, ouvert, il en faut un et je le propose. Je ne sais pas s'il a dit "à M. Mitterrand". Peut-être pas monsieur, je ne sais pas, moi, mais enfin, ça ne m'a pas formalisé. A l'autre, quoi ! Et l'autre, c'était moi.

- Alors, j'ai pensé d'abord que c'était très flatteur pour moi, puisqu'il était donc établi, y compris dans l'esprit de mes concurrents politiques candidats à l'élection présidentielle, que ça ne faisait pas de question.

- Puis, j'ai pensé ensuite que, mais oui, que ça faisait question pour l'autre, car, après tout, au nom de quoi l'un des candidats, sorti de ce magma de la droite... enfin, abandonnons ces vieilles étiquettes et disons - c'est beaucoup plus noble - du monde conservateur, au nom de quoi celui-ci s'est-il donc auto-désigné à la place du peuple qui aura à choisir son champion dimanche prochain ?

- Laissez-moi poursuivre. Alors, finalement, d'une - nature arrangeante, j'ai dit "pourquoi pas ?", j'avais eu droit, pendant quelques jours, à toute une série de défis homériques : "Il a peur. Il a le trac. Il n'ose pas. Il ne se montre que de profil. Il n'ose pas me regarder en face". Et j'avais l'impression de me retrouver - oh, ça n'existe plus guère maintenant... si, peut-être à la Foire du Trône - j'avais un peu l'impression de me retrouver en face de quelqu'un de très musclé sur une estrade, qui dit "approchez, approchez, vous allez voir ce que vous allez voir "

- Bon. Au bout d'un moment, bien que je n'eusse pas trouvé normal de répondre à qui n'était pas choisi par le peuple, j'ai dit à je ne sais quel poste de radio - parce que la presse était quand même friande de connaître ma réponse - j'ai dit : bon, mais naturellement, mais j'accepte de grand coeur.\

` Suite sur la possibilité d'un débat télévisé entre les deux tours de scrutin `

- J'irai à ce débat. D'ailleurs, après tout, expliquons-nous entre nous, à voix mesurée. S'il y a quelqu'un qui en a fait de ces débats, c'est moi, hein ? Une fois, deux fois, et prêt pour la troisième. Mais entre temps, j'avais entendu sur La Cinq, par le plus grand des hasards - il y a là aussi de vrais journalistes... même si ... bon enfin...- ... écoutant - vraiment j'insiste - par le plus grand des hasards, j'entends le même proposant dire : "non seulement il nous faut un débat à la française, mais encore..." non, mais qu'est-ce qui vous fait rire ? "mais encore, il faut que cela ait lieu avant la fin de la première semaine du second tour, et je parle non seulement en mon nom mais aussi au nom d'un autre candidat parmi les possibles présents au deuxième tour".

- Je trouve cela dans "Le Monde" du 21 avril : "Je souhaite que ce débat ait lieu normalement, c'est-à-dire vers la fin de la première semaine qui sépare les deux tours £ je crois savoir que mon autre concurrent a, de ce point de vue, le même sentiment".

- Et j'entre à plein dans le piège ! Le soir même, je me trouve, comme cela m'arrive assez souvent, je dois le confesser, devant un autre poste de radiodiffusion £ les journalistes, c'est leur métier, qui sont quand même, par -nature, assez curieux, me disent : "Bon, on vous propose ça, qu'est-ce que vous en pensez ?" Je dis : "oui, d'accord pour cette semaine-là", c'est-à-dire la prochaine, pas l'autre d'après. Je suis d'autant plus d'accord que moi, personnellement, je trouve excellent qu'après un débat où auront été assénées un certain nombre de vérités puisées je ne sais où, il soit possible à l'opinion de se faire une religion, c'est-à-dire, à la presse, d'étudier les propos, de les analyser, de les contrôler £ je trouve que c'est une épreuve de bonne santé, plutôt que de faire ça tout à fait à la fin de l'autre semaine, quand les électeurs n'ont pas le temps de se retourner, qu'ils se sont précipités aux urnes avec encore toutes les oreilles pleines de tout ce qui leur a été dit dans des conditions peut-être discutables. Vous remarquerez au passage que je me soumetts aux mêmes conditions, et que j'expose mes propos à connaître le même contrôle £ et je trouve cela démocratique.

- Qu'avais-je dit là !... "Vous voulez un débat ?" "Oui"... j'ai dit "oui" ... "La semaine prochaine ? ..." "oui, je dis oui"... "Eh bien, ce sera la semaine d'après "

- Alors là, je commence - ce n'est pas le moindre de mes défauts - à sentir ... comment dirais-je ? ... une petite pointe d'amour propre ressurgir... je me dis : mais enfin, quand même, je ne suis pas un colis qu'on déplace.\

` Suite sur la possibilité d'un débat télévisé entre les deux tours de scrutin `

- Oui au débat... à la française... à l'américaine... à la japonaise... à la chinoise... Et je réponds hier soir : à la loyale, quoi ! Et j'y serai. Je comprends, sans l'admettre, qu'après m'avoir proposé ceci ou cela, pour des raisons que j'ignore, on change d'avis, mais moi je n'en change pas !

- Et, de ce fait, le débat aura bien lieu la semaine prochaine. A la fin de cette semaine, j'avais dit jeudi. Mais je suis ouvert aux concessions, si c'est vendredi, ce sera vendredi, que ces messieurs fassent comme il leur plaît... Jeudi ? Jeudi ! Vendredi ? Vendredi ! Samedi ? ah non, c'est trop tard !

- Je vous prie de m'excuser d'être mêlé à cette histoire de fiers à bras, mais qu'est-ce que vous voulez, je n'y suis vraiment pas pour grand chose. Et j'aborderai ce débat avec le souci de parler clair £ avec la volonté, je le répète, de respecter celui qui sera là et surtout avec la pensée obsédante pour moi, qu'il y aura là étrange spectacle : le Président de la République en exercice,

et soit le Premier ministre en exercice ` Jacques Chirac ` , soit le Premier ministre d'il y a quelques années ` Raymond Barre ` . Et la responsabilité des deux hommes qui seront face à face, ils l'exerceront devant la France, mais aussi devant le monde. Ils auront à traiter non seulement des problèmes pratiques et des problèmes vécus de la nation française, mais aussi des problèmes qui touchent à l'équilibre du monde, à la politique extérieure, à la défense de la France. Je me contenterai de dire : un tel débat mérite de la tenue. En tout cas, vous pouvez être sûrs que je dérogerai pas. Et je suis sûr aussi - peut-être est-ce imprudent - que l'appel que je fais en conscience à celui qui sera devant moi, après réflexion, j'en suis sûr, sera entendu.

- Nous avons la France, nous en sommes responsables. Il s'agit de choisir celui qui poursuivra. Nous engageons un grand pays - vous toutes et vous tous - devant l'histoire contemporaine. Nous ne sommes pas nous, mais une part de l'Histoire. Voilà pourquoi j'attends ce débat avec sérénité, avec espoir, non pas pour moi - c'est une dialectique, l'un a plutôt raison que l'autre, et on ne sait pas - mais pour nous tous et pour la France.\

Mesdames, messieurs, chers amis, nous allons nous séparer. Nous allons nous séparer. J'aurai quelques regrets. Vous aussi, je le vois. Mais je ne veux pas parvenir au terme de cette réunion sans vous dire gravement où se trouve l'enjeu. Bien au delà des itinéraires que j'ai tracés pour vous, des dynamiques énumérées, approfondies ici ou là, bien au-delà, c'est vous, c'est nous, c'est les autres, nous tous ensemble, peuple de France, c'est nous qui allons choisir ce moment du destin.

- Oh ! Ce ne sont pas les hommes politiques, à la tête, qui sont les seuls à faire l'Histoire. Tout autant l'ouvrier devant son instrument, sa machine, ou sa chaîne, tout autant l'inventeur dans son laboratoire, tout autant l'artiste sur sa scène, ou dans le secret de sa réflexion. La peine d'inventer, la peine de créer, l'indicible peine d'avancer plus loin, sur la route si longue, si longue qui s'appelle le progrès, le progrès de la démocratie, le progrès des hommes si difficile, une entreprise parfois désespérée - qui n'a pas connu dans ses moments d'arrêt, comme un doute sur soi-même - capacité d'inventer, d'oeuvrer, cela ça n'est pas le propre d'un responsable politique. Il y a d'autres tâches très nobles qui consistent à désigner d'autres chemins spirituels, philosophiques, esthétiques, de tous ordres, ou d'éthique. Moi, je suis là, avec d'autres, devant vous, pour assumer l'exécution des choses mais en même temps, permettez-moi de vous le dire, pour concevoir ce qui convient au pays qui est le nôtre, et aussi aux pays d'alentour, puisque désormais nous sommes Européens. J'ai besoin de votre attention encore une minute. Il faut y croire !

- Il faut le vouloir. Il faut aimer ce que l'on fait.

- Il faut ne rejeter aucune chance, aucun -concours, qui s'offrent, dans le chemin, le droit chemin qui est celui sur lequel nous avons nous-mêmes engagé nos pas. Liberté, cela fait sourire. Égalité, cela fait sourire. Cela reste actuel et très moderne. Fraternité, cela fait sourire, eh bien moi, je continue d'y croire de toutes mes forces et cela n'aura jamais de fin, ce seront des mots toujours neufs. Il y aura toujours à bâtir, pour les hommes sur la terre, les plus malheureux, les plus isolés, ceux qui souffrent de tout, la maladie ou la misère, l'injustice ou la torture, il y aura toujours quelqu'un sur la terre qui aura besoin de nous et c'est parce qu'ils ont besoin de nous en France, partout ailleurs, que je vous appelle à serrer les rangs.

- Le rendez-vous est pour bientôt. Soyons présents.

- Merci.

- Vive la République et Vive la France.\